

## Conférence de presse de la communauté rwandaise de France

*Paris, 24 mars 1992*

Il n'est jamais facile pour les chercheurs de prendre position sur les problèmes d'actualité les plus brûlants, même et surtout s'ils concernent le domaine propre de leurs travaux. Ils sont en effet trop conscients de la complexité des situations et de toutes les nuances nécessaires dans les analyses pour se résoudre à des interventions qu'on leur demande toujours d'être rapides et simples, logique des médias oblige... Et évidemment, toujours aussi au risque, quasi inévitable, de se faire accuser de parti pris: dans des situations où la violence, les haines et les passions se reproduisent de décennie en décennie (que l'on pense au Rwanda et au Burundi, mais aussi au Moyen Orient ou à l'Irlande du nord), le simple fait d'identifier les faits et les enjeux sans concessions est automatiquement ressenti comme une "position" par les camps les plus extrêmes.

Alors pourquoi je m'exprime ici, à la demande de la Communauté rwandaise de France? D'abord sur un plan purement humain, parce qu'au Rwanda des centaines de gens sont morts ces derniers jours, venant après ceux qui ont péri depuis plus d'un an, pour le fait essentiel d'être nés tutsi, parce que des milliers y sont devenus des réfugiés dans leur propre pays, parce que la situation politique actuelle y présente tous les signes et tous les ingrédients d'une crise sanglante qui risque de se généraliser, qui risquerait sans aucun doute de le faire sans la pression de l'opinion intérieure au Rwanda même et de l'opinion internationale. Mars 1992 au Rwanda n'est pas sans évoquer l'ambiance de mai 1972 au Burundi, il y a vingt ans quand, dans ce pays, les Hutu ont été montrés du doigt comme le sont actuellement les Tutsi au Rwanda. A l'époque j'avais avec un certain nombre d'amis et de connaissances de la région, fait circuler (en juin 1972, et de nouveau en juillet 1973) des pétitions pour le respect des Droits de l'homme et pour la paix au Burundi.

Aujourd'hui le Rwanda. J'ai continué depuis cette époque à suivre l'évolution de ces deux pays, dans le prolongement de mes travaux sur leur histoire précoloniale et coloniale, mais sans autres interventions comme celles de 1972 ou d'aujourd'hui. L'enquête sur le terrain que nous avons réalisée en septembre 1988 avec deux collègues au nord-est du Burundi après les événements de Ntega-Marangara se voulait avant tout une recherche d'histoire immédiate, permettant de fournir le dossier d'une crise. Aujourd'hui c'est à un appel au secours auquel j'ai accepté de participer. Et je métonne que ce qui se passe dans ce pays francophone qui a de tels liens avec la France soit aussi négligé dans l'opinion publique de notre pays: les victimes y sont au moins aussi nombreuses qu'au Haut Karabakh. Le Caucase serait-il devenu francophone?

Cela étant, cet appel au secours s'enracine profondément dans mon expérience professionnelle et je dois porter témoignage de la conviction qui s'en dégage. Je voudrais en quelques mots insister sur le fait que, partout où cette question se pose, le dévoiement raciste des rapports sociaux ne relève pas seulement de condamnations morales, mais aussi d'une critique serrée. Or dans le cas rwandais, le décalage est énorme entre les connaissances développées chez les spécialistes, étrangers ou nationaux, et le niveau moyen non seulement des slogans diffusés actuellement sur les ondes de radio-Kigali, mais aussi d'une grande part de l'information, distillée d'ailleurs au compte-gouttes, dans nos propres médias ou dans les documents des organismes humanitaires les plus prestigieux.

On parle sans cesse de "luttres interethniques", en des termes qui pour le lecteur ou l'auditeur moyen doivent suggérer l'image d'une fatalité quasi biologique. Or la philanthropie ne supplée pas à des analyses déficientes. Le problème n'est pas, selon les cas, d'être "pour les Tutsi" ou "pour les Hutu", comme croient encore pouvoir le faire certains observateurs de la région, encore moins d'être pour ou contre le Rwanda, mais d'identifier clairement, sans exotisme inutile, la genèse, les particularités et le cours actuel de la question dite ethnique dans ce pays, c'est à dire d'un piège qui ruine l'avenir des Banyarwanda dans leur ensemble, un vieux "peuple-nation" (je reprends l'expression d'un historien rwandais), dont le patrimoine culturel et le courage devant les défis du monde moderne méritent toute notre estime.

Depuis déjà des années des chercheurs français, pour ne mentionner qu'eux, ont travaillé sur cette fameuse question hutu-tutsi. Je ne citerai pour mémoire que les articles que Claudine Vidal et moi-même avons publiés en 1985 dans un ouvrage collectif intitulé "Au coeur de l'ethnie". Il est impossible de développer ici l'histoire complexe qui a conduit aux stéréotypes et aux crimes d'aujourd'hui. Une histoire qui plonge ses racines dans une ancienne configuration sociale héréditaire, comme en ont connue toutes les sociétés archaïques, mais qui a été, si je peux m'exprimer ainsi, mise en musique sur une partition raciale à l'époque coloniale, à une époque où les conquérants européens étaient prompts à classer les peuples qu'ils géraient selon des étiquetages naturalistes. Le clivage entre les races dites "hamite" et "bantoue" est entré, dans la tête des gens et dans les rapports sociaux, comme une véritable obsession, que les luttes politiques des années 50, 60 et 70, le sang versé, les centaines de milliers de réfugiés ont cristallisée apparemment en un fossé incontournable.

Ces stéréotypes ont la vie dure. Quand le mouvement des inkotanyi a éclaté en octobre 1990, on a écrit ou dit ici et là, en Belgique et en France, que les réfugiés tutsi de deuxième génération qui en constituaient le noyau dur étaient des "nostalgiques du retour à une féodalité" "qui ne

pouvait être que sanglante". Il est étonnant de voir combien un racisme diffus s'est installé même chez nous au regard de ce problème: seuls des Tutsi pourraient être les auteurs de violences délibérées et de calculs machiavéliques; quant aux Hutu, ils ne seraient que des paysans passifs, mais toujours prêts à tuer sous l'effet de la colère. Or contrairement à cette caricature répétée depuis deux ans, les paysans hutu n'ont pas développé de représailles contre leurs voisins tutsi, dont ils partagent les souci quotidiens, bien loin de ces fantasmes raciaux. Au contraire, les massacres de Tutsi qui ont éclaté en plusieurs points, au nord-est, au nord-ouest et maintenant au sud-est, sont manifestement chaque fois le fruit de provocations délibérées de groupes militants du parti dominant MRND et d'autorités locales.

Il convient de souligner ici et de dénoncer le rôle particulièrement néfaste d'un périodique, Kangura, qui depuis 1990 s'est fait une spécialité dans la délation des "complices des inkotanyi" (tous les opposants à ses yeux), dans l'entretien lancinant d'une haine des Tutsi (voir ses "10 commandements du Hutu" publiés en décembre 1990), dans la prétendue divulgation de "plans" de domination tutsi sur la région qui relèvent du même style et de la même méthode que naguère les fameux "Protocoles des sages de Sion" concoctés par des milieux antisémites de la police tsariste, bref un journal de prédication raciste dont le style est à peu près celui de la presse nazi des années 30. Or le régime de Kigali et ses amis le présentent comme un avatar mineur de la liberté de la presse et il est suffisamment financé pour diffuser gratuitement jusque dans notre pays une version dite de "magazine international".

Ce journal a un mérite, celui d'offrir les textes -toujours précieux pour un historien- qui attestent l'existence au pouvoir d'un lobby extrémiste à plusieurs têtes (armée, sûreté, information...). La crise du Bugesera, on la voit mûrir en suivant les parutions de Kangura depuis le début de cette année. J'ai sous les yeux un article paru dans le numéro 29 de Kangura, en janvier dernier, où les Tutsi du Bugesera et le Parti libéral sont dénoncés et qui se conclut par un appel à une action hutu contre eux. La diffusion du tract émanant du prétendu comité pour la non violence au Rwanda par Radio-Kigali au début mars a mis en application cet appel. (Les ambassades européennes à Kigali - à commencer par celle de France - feraient bien de se faire traduire les articles en kinyarwanda, souvent plus révélateurs du climat politique). Donc le mécanisme de provocation qui s'y révèle est toujours le même: prédiction de fausses attaques (de Tutsi contre les Hutu) pour justifier de vrais massacres (de Tutsi par des Hutu).

Encore une fois, il est nécessaire de réagir contre la paresse d'un certain exotisme et appeler un chat un chat, en un mot savoir identifier un fascisme africain. Cette crise est une incitation à relire d'un oeil plus critique les trente ans d'indépendance rwandaise. Impressionnées par les qualités de ce peuple, beaucoup d'organisations ont idéalisé un système



dont l'échec apparaît aujourd'hui: la confusion socio-raciale entre "majorité populaire" et "ethnie hutu" qui est au coeur de ce qu'on a pu appeler "l'anti-modèle rwandais" a fait dériver le "1789 rwandais" de 1959-60 en une "ethno-démocratie" qui a fondé la bonne conscience d'une nomenclatura aussi autoritaire et égoïste qu'ailleurs en Afrique, arc-boutée sur son pouvoir, et qui a fétichisé les clivages héréditaires sur la base d'un système de quotas reproduisant une véritable apartheid ethnique chez les nouvelles générations, tout en maintenant dans l'oubli le demi-million de réfugiés comme si ces derniers avaient une vocation au nomadisme. Ce discours fondateur du régime est devenu celui d'une faction dont l'objectif essentiel est de mobiliser l'opinion des Hutu sur une ligne ethnique et de briser le mouvement démocratique.

Aujourd'hui de nombreux signes d'espoir se manifestent au Rwanda. ce pays a changé, économiquement, socialement, culturellement et politiquement. Il n'est plus celui de 1962. Il est comme bloqué sous le masque caricatural de son régime politique, crispé sur une propagande dépassée.

Ce rapide survol vise à souligner la nécessité pour les Européens, observateurs et décideurs, d'appuyer tout ce qui va dans le sens du dialogue entre toutes les forces vives de ce pays: de nouveaux partis démocratiques existent, le FPR représente bien plus qu'une camarilla de féodaux et, je dirais, même le MRND n'est pas composé uniquement des bandes de tueurs qui se sont déchaînées ces derniers jours. Mais nous, les observateurs étrangers, nous devons cesser de caricaturer les enjeux de leur histoire et, au contraire, stigmatiser les fantasmes raciaux d'une époque que j'espère révolue et qui risquent de faire de la région des Grands lacs un nouveau Libéria ou une seconde Somalie. Nous enfin, les acteurs étrangers - et là je pense à mon pays - nous devons cesser de donner l'impression que nous cautionnons le régime en place à Kigali. Les Rwandais peuvent trouver dans leurs traditions la volonté de se retrouver et de neutraliser l'intégrisme ethnique.

Jean-Pierre CHRETIEN

Directeur de recherche CNRS